INTRODUCTION

Garantir la pérennité de documents numériques authentiques et intègres

FLORENCE OTT

Face aux nouveaux défis posés par l'arrivée massive des documents numériques dans les organisations, en raison des changements législatifs et technologiques, la gestion documentaire est sans doute à une période charnière qui l'oblige à abandonner l'univers rassurant et organisé du papier pour s'ouvrir à un monde virtuel en constante évolution. La révolution numérique entraîne une remise en cause des concepts et des méthodes conduisant à revoir la circulation de l'information qui devient multiforme, éclatée et dépendante de métadonnées indispensables à la compréhension du contexte de production et à la maîtrise d'un archivage pérenne.

La généralisation de la mise en réseau a entraîné un développement sans précédent des supports électroniques. L'angle patrimonial n'est plus une fin en soi quand il est question de gestion intégrée des flux d'affaires, de la démultiplication des obligations légales et réglementaires. Le domaine juridique impose de plus en plus de contraintes puisque tout se joue désormais au niveau mondial. Comment garantir l'honnêteté des données stockées dans les mémoires de masse surtout quand elles sont universelles ? Peut-on accorder aux données informatisées le droit de la preuve alors

qu'elles peuvent être modifiées ? Comment se prémunir contre l'insécurité générée lors de la transmission des données sur les réseaux ? Pour assurer une bonne gestion de l'information, les documents doivent respecter les critères de preuve et de fonctionnalité pour être équivalents aux documents papier dans les transactions et pour respecter les législations en vigueur aussi bien dans le domaine de la transparence administrative que dans celui de la protection des renseignements personnels.

Le mandat de la gestion documentaire devient crucial puisqu'il lui faut prendre en charge l'ensemble des documents produits ou reçus par les organisations depuis leur création jusqu'à leur conservation définitive ou leur élimination afin d'optimiser la gestion de l'information en facilitant l'accès, la consultation, la diffusion et l'archivage des documents. Ceci conduit à revoir la gouvernance de l'information sous l'angle d'une gestion responsable à long terme des documents numériques et à réfléchir aux bonnes pratiques documentaires pour résoudre le paradoxe de la transparence face à la protection des données personnelles.

Ainsi, Jürg Hagmann s'interroge à travers ses expériences en entreprise sur ce concept de gouvernance de l'information dont le terme est apparu en 2004. Fondé sur le triptyque, ensemble de règles et de processus pour décider, gestion des risques et mise en conformité, il définit ce terme comme « des décisions de principe sur l'information et la gestion de l'information », la gestion documentaire entrant à part entière dans le cadre de cette gouvernance. Il met cependant en garde sur l'obligation de séparation des tâches entre la gouvernance qui élabore les règles et la gestion qui les exécute. Il insiste sur la différence avec la gouvernance informatique qui s'intéresse à l'architecture des systèmes mais non à l'information qui est une matière première importante dans l'enjeu économique de toute organisation. Le facteur humain est fondamental, avec la nécessité d'une culture de gestion et de changement dans les méthodes de travail avec une unité de vue et de participation car aucun service seul ne peut atteindre tous les objectifs. Il propose également de revoir la vision classique de la gestion du cycle de vie de l'information en l'examinant de manière plus globale.

Cela rejoint l'analyse de Gilliane Kern, Sandra Holgado et Michel Cottin qui au travers d'une revue de littérature d'une cinquantaine de définitions et de théories sur le cycle de vie des documents nous fournissent une bonne synthèse des modèles existants. Ils constatent qu'il

est difficile de retrouver les origines de cette théorie des trois âges dans les documents américains et qu'elle semble apparaître en 1961 dans un article de l'archiviste Yves Pérotin. Les auteurs s'interrogent sur la pertinence du cycle de vie des documents selon les trois âges des documents dans l'univers électronique. Expliquer le cycle de vie d'un document électronique sur le même principe que celui du papier est moins pertinent d'autant plus qu'il suppose la prise en charge du document dès sa création, si on veut évaluer facilement son intégrité. Ainsi au stade courant et intermédiaire, l'archiviste doit veiller au contrôle et à la création de documents fiables et au maintien de l'authenticité. Au stade définitif, il cherche à préserver cette authenticité et à restituer le document dans son intégrité. Ce deuxième article alerte également sur les problèmes d'interopérabilité entre les systèmes de gestion des documents d'activité et des systèmes d'archivage et ainsi sur l'importance de contextualiser le modèle du cycle de vie.

Néanmoins, la question la plus complexe demeure la capacité à garantir la pérennité de l'information bien que les méthodologies et les standards soient bien implémentés depuis dix ans (ISO 15489, OAIS, Moreq, ISO 30300). La fragilité des supports et l'obsolescence technologique rendent la restitution de l'information fragile. Les documents numériques conservés sont de peu de valeur si leur authenticité n'est pas assurée puisqu'on se trouve alors dans l'impossibilité de constituer des sources fiables.

Céline Guyon nous livre à ce sujet une réflexion sur les exigences importantes en matière d'authenticité et de fiabilité des documents numériques facilement reproductibles et de l'importance des attributs de contextualisation du contenu. Elle évoque également les préoccupations face à la sécurisation du processus de dématérialisation et nous livre son expérience en la matière à partir des dossiers d'agents. Elle étudie ensuite les modifications importantes intervenues dans la collecte où l'informatique vient bousculer l'ordonnancement des documents. L'archiviste doit concilier les concepts reconnus par consensus dans son métier avec des approches qui visent à y substituer des analyses issues d'autres domaines, comme par exemple, le respect des fonds *versus* l'approche par processus. Ce dernier doit restituer les liens entre des dossiers de provenances différentes mais relatifs à une même affaire ce qui suppose des dépôts d'archives documentés avec la maîtrise des métadonnées impliquant une intervention très en amont. L'accès aux

archives est aussi remis en cause avec la consultation virtuelle des documents sur le web.

Mais qui dit accès à l'information suppose conservation et restitution des documents sous forme numérique à partir de systèmes technologiques dont les périodes sont parfois longues à leur échelle en raison de l'obsolescence rapide des matériels. C'est sur ce problème de dépendance technologique que se penchent Marie Demoulin et Amélie Vernusset en étudiant la réversibilité des données et l'archivage électronique qui doivent garantir la pérennité et l'exacte conservation du document électronique. C'est pourquoi le recours au numérique exige à la fois des garanties technologiques sur la qualité et la stabilité des outils et des modes opératoires pour leur utilisation. Il faut, en outre, que cette stabilité et cette intégrité puissent être prouvées afin de garantir la consultation du document aussi longtemps que l'on en a besoin et qu'il se présente exactement sous la forme sous laquelle il a été produit. Faute de quoi il y a déperdition d'information et altération du document initial. Les auteurs se penchent plus particulièrement sur la réversibilité des documents d'activités et des systèmes d'archivage électronique et les conséquences liées aux risques de non-réversibilité tout en donnant des solutions méthodologiques.

Face au déluge numérique provoqué notamment par les données de masse et les archives ouvertes, Charlotte Maday présente les exigences législatives et réglementaires qui entourent la production, la conservation et l'accès aux données publiques en France. Elles doivent faciliter l'accès à l'information et sa réutilisation par toute personne gratuitement et dans un format non propriétaire. L'auteur fait part de son expérience française, soulignant que si les données ouvertes répondent aux exigences de transparence, elles sont loin de correspondre à la réalité de production des administrations. Elle propose, en faisant référence aux travaux des membres français du groupe de travail *ad hoc* de l'ISO/TC/46/SC11, d'utiliser les procédures et pratiques de la gestion des documents d'activité pour améliorer la qualité des données pouvant être ouvertes. On peut citer la collecte de métadonnées de production et l'analyse des processus sous peine d'interdire l'ouverture des données par manque d'évaluation des contenus qui peuvent comporter des données confidentielles.

La contribution de Kouassi Sylvestre Kouakou, toujours dans une optique d'accès à l'information, nous présente les facteurs d'adoption dans

les bibliothèques des universités ivoiriennes des réseaux sociaux numériques. Il mène une enquête auprès des bibliothécaires pour voir quels sont les éléments qui les poussent à adopter les réseaux sociaux numériques. Il note l'importance de technologies faciles d'utilisation, l'assistance technique et l'impact de l'image pour bénéficier d'une certaine notoriété ou du respect de la part des pairs.

Mes remerciements vont aux auteurs, ainsi qu'aux membres du comité scientifique, qui ont œuvré pour la parution de ce numéro. J'aimerais tout particulièrement mentionner l'aide appréciable de Michel Cottin et de Sylvie Dessolin-Baumann qui ont su motiver à la fois le monde professionnel et universitaire pour permettre une synthèse nécessaire sur le rôle important de la gestion documentaire dans la gouvernance de l'information à l'ère numérique.